

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 30 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969;

Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 1^{ère} édition;

Loi du 15 octobre 1998, *Moniteur belge* du 24 novembre 1998;

Arrêté royal du 23 décembre 1994, *Moniteur belge* du 30 décembre 1994;

Arrêté royal du 7 août 1995, *Moniteur belge* du 25 août 1995;

Arrêté royal du 22 décembre 1995, *Moniteur belge* du 30 décembre 1995;

Arrêté royal du 28 décembre 1999, *Moniteur belge* du 31 décembre 1999;

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973;

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989;

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 30 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969;

Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 1ste editie;

Wet van 15 oktober 1998, *Belgisch Staatsblad* van 24 november 1998;

Koninklijk besluit van 23 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1994;

Koninklijk besluit van 7 augustus 1995, *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1995;

Koninklijk besluit van 22 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1995;

Koninklijk besluit van 28 december 1999, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1999;

Gecoördineerde wetten op de Raad van State, koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973;

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989;

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996.

F. 1999 — 4290

[C — 99/03688]

30 DECEMBRE 1999. — Arrête royal modifiant l'arrête royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les législations communautaire et nationale qui régissent la taxe sur la valeur ajoutée, véhiculent, depuis l'origine, une distinction entre l'or à usage industriel et l'or à vocation de placement.

— L'or industriel y est toujours considéré comme un bien meuble par nature, passible de la T.V.A. au taux qui lui est propre.

— L'or d'investissement bénéficiait, en revanche, de solutions distinctes d'un Etat membre à l'autre.

Ainsi la Belgique a-t-elle pu considérer, au titre d'or monétaire, l'or d'investissement comme un bien meuble incorporel jusqu'au 31 août 1981. Entre le 1^{er} septembre 1981 et le 28 février 1982, la Belgique a ensuite soumis l'or normalement affecté à des fins de placement au taux réduit de la T.V.A. de 6 p.c.. Dans le souci d'enrayer un déplacement du marché de l'or vers des pays voisins et des places financières plus clémentes, la Belgique devait enfin soumettre, dès le 1^{er} mars 1982, l'or d'investissement au taux de la T.V.A. de 1 p.c. que prévoit, aujourd'hui encore, l'article 1^{er} bis de l'arrête royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (*Moniteur belge* du 31 juillet 1970).

Considérant l'harmonie qui doit présider aux progrès du grand marché intérieur européen, les instances de l'Union européenne ont récemment adopté la directive n° 98/80/CE du Conseil, du 12 octobre 1998, complétant le système de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant la directive n° 77/388/CEE - Régime particulier applicable à l'or d'investissement (J.O.C.E. n° L 281, du 17 octobre 1998).

— Cette directive n° 98/80/CE insère, pour l'essentiel, un article 26ter dans la directive n° 77/388/CEE.

N. 1999 — 4290

[C — 99/03688]

30 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde

VERSLAG

Sire,

De communautaire en nationale wetgevingen die de belasting over de toegevoegde waarde regelen, maken van het begin af een onderscheid tussen goud voor industrieel gebruik en goud voor beleggingsdoeleinden.

— Industrieel goud wordt er steeds beschouwd als een roerend goed uit zijn aard, onderworpen aan de BTW tegen het tarief dat hierop van toepassing is.

— Voor beleggingsgoud werden daarentegen oplossingen toegepast die verschillend waren van de ene lidstaat tot de andere.

Zo heeft België het beleggingsgoud - onder de vorm van monetaire goud - kunnen beschouwen als een onlichamelijk roerend goed tot 31 augustus 1981. Tussen 1 september 1981 en 28 februari 1982 heeft België vervolgens goud dat normaal als beleggingsobject wordt gebruikt, onderworpen aan het verlaagd BTW-tarief van 6 pct. Uit bezorgdheid om een verplaatsing van de goudmarkt naar naburige landen en naar meer aantrekkelijke financiële plaatsen te voorkomen, diende België uiteindelijk vanaf 1 maart 1982 het beleggingsgoud aan het BTW-tarief van 1 pct. te onderwerpen waarin vandaag nog is voorzien in artikel 1bis van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970).

Overwegende de harmonie die moet leiden tot de vooruitgang van de grote Europese interne markt, hebben de instellingen van de Europese Unie onlangs de richtlijn nr. 98/80/EG van de Raad van 12 oktober 1998 tot aanvulling van het gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde en tot wijziging van richtlijn nr. 77/388/EEG - bijzondere regeling voor beleggingsgoud (PBEG nr. L 281 van 17 oktober 1998) aangenomen.

— Die richtlijn nr. 98/80/EG voegt hoofdzakelijk in de richtlijn nr. 77/388/EEG een artikel 26ter in.

— La démarche ne modifie en rien le régime de la T.V.A. applicable à l'or industriel. L'or à l'état brut, semi-ouvré ou sous la forme de produit fini, destiné à un usage industriel ou commercial, les articles de bijouterie et les pièces de collection présentant un intérêt numismatique restent donc passibles du taux normal de la T.V.A., qui s'élève actuellement à 21 p.c..

— La directive nouvelle concentre, au contraire, ses dispositions sur l'or d'investissement, qu'elle vient doter d'un régime particulier, destiné à l'emporter sur tout autre.

Définition liminaire

A cet effet, la directive n° 98/80/CE précise, en premier lieu, ce qu'il faut entendre par or d'investissement. Est désormais qualifié tel :

— l'or, sous la forme d'une barre ou d'une plaquette, d'un poids accepté sur les marchés de l'or, d'une pureté égale ou supérieure à 995 millièmes, représenté ou non par des certificats. Les Etats membres peuvent exclure du régime les petites barres ou plaquettes d'un poids égal ou inférieur à un gramme;

— les pièces en or qui :

* sont d'une pureté égale ou supérieure à 900 millièmes,

* ont été frappées après 1800,

* ont ou ont eu cours légal dans le pays d'origine

et

* sont habituellement vendues à un prix qui ne dépasse pas de plus de 80 p.c. la valeur, sur le marché libre, de l'or que contient la pièce.

Ces pièces sont considérées comme n'étant pas vendues pour leur intérêt numismatique.

Chaque Etat membre fait savoir à la Commission, avant le 1^{er} juillet de chaque année, à partir de 1999, quelles pièces conformes à ces critères sont commercialisées dans cet Etat membre. Avant le 1^{er} décembre de chaque année, la Commission publie la liste complète de ces pièces dans la partie « C » du Journal officiel des Communautés européennes. Les pièces mentionnées dans la liste publiée sont réputées répondre aux critères pour l'ensemble de l'année pour laquelle la liste est publiée. La première de ces listes est publiée au J.O.C.E. n° C 342, du 30 novembre 1999.

Mécanisme général

Le régime particulier que la directive instaure, s'appuie sur ces définition et liste. Il comporte, outre des dispositions obligatoires, plusieurs options que les Etats membres ont, s'il y échet, la faculté de transposer ou non dans leur législation nationale et qu'il appartient, y étant transcrites, aux opérateurs concernés de lever ensuite ou de négliger dans le libre exercice de leur activité économique.

— La règle qui domine ce régime particulier, consiste en une exemption des transactions portant sur l'or d'investissement, assortie d'un droit spécifique - et restrictif - à la déduction des taxes en amont.

— La possibilité d'opter pour le régime normal de taxation est toutefois prévue sous certaines conditions.

— La levée de cette option provoque le retour aux règles habituelles en matière de déduction.

Eu égard aux risques de fraude ou d'évasion fiscales que pourraient susciter les différents usages de l'or, des obligations minimales en matière de comptabilité et de conservation des documents sont par ailleurs prescrites aux négociants en or. Le cas échéant, un régime de report de perception de la taxe dans le chef de l'acheteur peut en outre être prévu par les Etats membres. Enfin, les Etats membres peuvent ne pas appliquer l'exonération à certaines opérations pratiquées sur le marché de l'or réglementé.

Exonération spécifique

La directive, tel est son objet principal, exempte expressément de la taxe, la livraison, l'acquisition intracommunautaire et l'importation d'or d'investissement, en ce compris l'or d'investissement représenté par des certificats pour l'or alloué ou non alloué, ou négocié sur des comptes-or et y compris, notamment, les prêts et les swaps sur l'or qui comportent un droit de propriété ou de créance sur l'or d'investissement, ainsi que les opérations sur l'or d'investissement consistant en des contrats « futurs » ou des contrats « forward » donnant lieu à une transmission du droit de propriété ou de créance sur l'or d'investissement. Les « swaps », les « futures » et les « forward rate agreements » constituent les trois sources principales d'opérations à terme que caractérise l'obligation de vendre ou d'acheter une certaine quantité, prédéterminée, d'or à une date fixe, mais à un cours variable.

— Dit wijzigt geenszins de BTW-regeling van toepassing op het industrieel goud. Onbewerkt goud, goud als halffabrikaat of goud onder de vorm van een eindproduct, bestemd voor industriële of commerciële doeleinden, sieraden en verzamelobjecten die een numismatisch belang hebben, blijven dus onderworpen aan het normaal BTW-tarief, dat thans 21 pct. bedraagt.

— De nieuwe richtlijn spitst daarentegen haar bepalingen toe op het beleggingsgoud, waarvoor zij in een bijzondere regeling voorziet welke primeert boven elke andere regeling.

Inleidende definitie

Te dien einde definieert de richtlijn nr. 98/80/EG in de eerste plaats wat moet worden verstaan onder beleggingsgoud. Wordt voortaan als dusdanig verstaan :

— goud, in de vorm van staven of plaatjes van een door de goudmarkten aanvaard gewicht, met een zuiverheid van ten minste 995 duizendsten, al dan niet belichaamd in certificaten. De lidstaten kunnen kleine staven of plaatjes met een gewicht van ten hoogste 1 gram uitsluiten van de regeling;

— gouden munten die :

* een zuiverheid van ten minste 900 duizendsten hebben,

* na 1800 zijn geslagen,

* in het land van oorsprong als wettig betaalmiddel fungeren of hebben gefungeerd,

en

* normaliter verkocht worden voor een prijs die de openmarktwaarde van het in de munten vervatte goud niet met meer dan 80% overschrijdt.

Dergelijke munten worden geacht niet verkocht te zijn wegens hun numismatisch belang.

Elke lidstaat deelt de Commissie vanaf 1999 elk jaar vóór 1 juli mee welke munten die aan deze criteria voldoen, in die lidstaat worden verhandeld. Vóór 1 december van elk jaar publiceert de Commissie in de C-serie van het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen de volledige lijst van deze munten. In de gepubliceerde lijst opgenomen munten worden geacht aan deze criteria te voldoen gedurende het hele jaar waarvoor de lijst wordt gepubliceerd. De eerste dergelijke lijst is gepubliceerd in het P.B.E.G. nr. C 342 van 30 november 1999.

Algemene werkwijze

De bijzondere regeling ingesteld door de richtlijn steunt zich op die definitie en op die lijst. Zij bevat benevens verplichte bepalingen, meerdere optiemogelijkheden die de lidstaten, in voorkomend geval, al dan niet kunnen omzetten in hun nationale wetgeving. Het komt vervolgens aan de betrokken operatoren toe om, in de vrije uitoefening van hun economische activiteit, de in de wetgeving opgenomen opties te lichten of er geen rekening mee te houden.

— De regel die in die regeling overheerst, bestaat uit een vrijstelling voor transacties betreffende beleggingsgoud, die gepaard gaat met een bijzonder - en beperkt - recht op aftrek van de voorbelasting.

— De mogelijkheid te opteren voor de normale regeling van belastingheffing is evenwel voorzien onder bepaalde voorwaarden.

— Het lichten van die optie heeft een terugkeer naar de normale regels inzake aftrek tot gevolg.

In aanmerking genomen de risico's tot belastingontduiking of belastingontwijking dat het verschillend gebruik van goud zou kunnen doen ontstaan, worden overigens minimumverplichtingen inzake het voeren van de boekhouding en het bewaren van stukken voorgeschreven aan de handelaars in goud. Een regeling van verlegging van de heffing van de belasting in hoofde van de koper, kan, in voorkomend geval, bovendien door de lidstaten worden voorzien. Tenslotte hebben de lidstaten de mogelijkheid om de vrijstelling niet toe te passen op bepaalde handelingen verricht op de gereglementeerde goudmarkt.

Bijzondere vrijstelling

Het voornaamste doel van de richtlijn bestaat in het expliciet vrijstellen van de belasting van de levering, de intracommunautaire verwerving en de invoer van beleggingsgoud, waaronder beleggingsgoud dat belichaamd is in certificaten voor toegewezen of niet-toegewezen goud of dat verhandeld wordt op goudrekeningen, en waaronder, in het bijzonder, goudleningen en swaps, die een eigendoms- of vorderingsrecht op beleggingsgoud belichamen, evenals voor handelingen betreffende beleggingsgoud bestaande in future- en termijncontracten die leiden tot de overdracht van een eigendoms- of vorderingsrecht met betrekking tot beleggingsgoud. De « swaps », de « futures » en de « forward rate agreements » maken de drie voornaamste bronnen uit van handelingen op termijn gekenmerkt door de verplichting om een zeker vooraf vastgestelde hoeveelheid goud te verkopen of te kopen op een vaste datum maar tegen een variabele koers.

La directive exonère également les prestations de services des intermédiaires qui, n'agissant pas dans les conditions de l'article 13, § 2, du Code belge de la T.V.A., interviennent dans la livraison d'or d'investissement pour leur mandant.

Option pour la taxation

Sans préjudice d'autres dispositions communautaires portant exemption ultérieure de la taxe, la directive ouvre, à trois reprises, la possibilité d'opter distinctement pour la taxation d'opérations relatives à l'or d'investissement. Deux de ces options doivent obligatoirement être transposées en droit interne. Y transcrire la troisième reste facultatif.

— Les assujettis qui produisent de l'or d'investissement ou qui transforment de l'or, de quelque origine que ce soit, en or d'investissement, peuvent opter pour la taxation de leurs livraisons d'or d'investissement à un autre assujetti. Cette première option doit obligatoirement être transposée en droit interne.

— Les assujettis qui, dans l'exercice de leur activité économique, fournissent normalement de l'or destiné à des usages industriels, peuvent également opter pour la taxation des livraisons d'or d'investissement, sous la forme de barres ou de plaquettes, qu'ils font à un autre assujetti. La disposition est facultative. Les États membres peuvent la transposer telle quelle, en restreindre la portée ou en écarter la transcription.

— Lorsque le fournisseur a opté pour la taxation de ses livraisons d'or d'investissement à un autre assujetti, les intermédiaires qui, n'agissant pas dans les conditions de l'article 13, § 2, du Code belge de la T.V.A., interviennent dans ces livraisons d'or d'investissement pour leur mandant, peuvent, à leur tour, opter pour la taxation des prestations de services qu'ils effectuent. Cette troisième option doit obligatoirement être transposée en droit interne.

Que la transposition soit obligatoire pour l'une et facultative pour l'autre, ne s'oppose pas à ce que la première et la deuxième de ces options adoptent cette attitude commune de ne porter que sur des livraisons d'or d'investissement.

— Ces deux options, en d'autres termes, n'intéressent nullement l'acquisition intracommunautaire, ni l'importation d'or d'investissement. Ces acquisition et importation continuent, au contraire, à bénéficier, en toute hypothèse, de l'exemption spécifique que la directive stipule en leur faveur.

— Levées, les deux options n'obtiennent en outre pas d'écarter l'exemption de la livraison intracommunautaire qu'organise le régime transitoire de la T.V.A.

— De même, n'affectent-elles pas l'exemption dont la livraison à l'exportation bénéficie en vertu des principes mêmes du système commun de la taxe.

Les États membres déterminent, cela étant, les modalités d'exercice des options qu'ils transposent, obligatoires ou facultatives, dans leur droit interne. Ils en informent la Commission.

Droit à déduction

Pour autant que la fourniture ultérieure de cet or soit exonérée en vertu du régime spécifique, les assujettis peuvent déduire de la taxe dont ils sont redevables :

— la taxe due ou payée sur l'or d'investissement que leur fournit une personne qui a fait usage du droit d'opter pour la taxation des opérations qu'elle effectue en la matière;

— la taxe due ou payée sur l'achat, l'acquisition intracommunautaire ou l'importation d'or, autre que d'investissement, qu'ils ont effectués, et ce dans la mesure où cet or est ensuite transformé en or d'investissement, par eux ou en leur nom;

— la taxe due ou payée sur des services qui leur ont été fournis et qui consistent en un changement de forme, de poids ou de pureté de l'or.

Les assujettis qui produisent de l'or d'investissement ou transforment de l'or, de quelque origine que ce soit, en or d'investissement, sont de même autorisés à déduire la taxe due ou payée sur leurs achats, acquisitions intracommunautaires ou importations de biens ou de services liés à la production ou à la transformation de cet or, comme si la fourniture ultérieure de celui-ci était taxée.

De richtlijn verleent eveneens vrijstelling voor de diensten van tussenpersonen die niet handelen onder de voorwaarden van artikel 13, § 2, van het Belgisch Wetboek van de BTW, indien zij bemiddelen voor hun opdrachtgever bij de levering van beleggingsgoud.

Optie voor de belastingheffing

Onverminderd andere communautaire bepalingen betreffende een latere vrijstelling van de belasting, opent de richtlijn tot driemaal toe de mogelijkheid afzonderlijk te opteren voor de belastingheffing van handelingen met betrekking tot beleggingsgoud. Twee van die opties moeten verplicht worden omgezet in intern recht. Het omzetten van de derde optie blijft facultatief.

— Belastingplichtigen die beleggingsgoud produceren of goud omzetten in beleggingsgoud, kunnen opteren voor de belastingheffing van hun leveringen van beleggingsgoud aan een andere belastingplichtige. Deze eerste optie dient verplicht te worden omgezet in intern recht.

— Belastingplichtigen die in het kader van hun economische activiteit, gewoonlijk goud leveren voor industriële doeleinden, kunnen eveneens opteren voor de belastingheffing van de leveringen van beleggingsgoud, onder de vorm van staven of plaatjes, aan een andere belastingplichtige. Deze bepaling is facultatief. De lidstaten kunnen dit keuzerecht als dusdanig overnemen, het toepassingsgebied ervan beperken of afzien van de omzetting ervan.

— Indien de leverancier geopteerd heeft voor de belastingheffing van zijn leveringen van beleggingsgoud aan een andere belastingplichtige, kunnen de tussenpersonen die niet handelen onder de voorwaarden van artikel 13, § 2, van het Belgisch Wetboek van de BTW, en die tussenkomen bij deze leveringen van beleggingsgoud voor hun opdrachtgever, op hun beurt opteren voor de belastingheffing van de diensten die zij verrichten. Deze derde optie dient verplicht te worden omgezet in intern recht.

Dat de omzetting voor de ene optie verplicht is en voor de andere facultatief, staat niet in de weg dat de eerste en de tweede optie een gemeenschappelijke houding aannemen en enkel slaan op de leveringen van beleggingsgoud.

— Die twee opties betreffen in andere woorden noch de intracommunautaire verwerving noch de invoer van beleggingsgoud. De verwerving en de invoer blijven daarentegen in alle gevallen genieten van de bijzondere vrijstelling die de richtlijn hun toestaat.

— Eenmaal gelicht hebben de twee opties bovendien niet tot gevolg de vrijstelling van de intracommunautaire levering zoals geregeld in de overgangsregeling van de BTW, opzij te schuiven.

— Evenzeer doen zij geen afbreuk aan de vrijstelling waarvan de levering bestemd voor uitvoer geniet krachtens de principes zelf van het gemeenschappelijk stelsel van de belasting.

De lidstaten stellen in dat geval de toepassingsmodaliteiten vast van de verplichte of facultatieve opties die in hun intern recht worden omgezet en stellen de Commissie ervan in kennis.

Recht op aftrek

Voor zover de latere leveringen van dit goud krachtens de bijzondere regeling zijn vrijgesteld, kunnen de belastingplichtigen van de belasting waarvan zij schuldenaar zijn in aftrek brengen :

— de belasting die verschuldigd of betaald is met betrekking tot beleggingsgoud dat hun geleverd is door een persoon die het keuzerecht voor de belastingheffing terzake heeft uitgeoefend;

— de belasting die verschuldigd of betaald is met betrekking tot de door hen verrichte aankoop, intracommunautaire verwerving of invoer van ander goud dan beleggingsgoud in de mate dat dit goud vervolgens door hen of namens hen wordt omgezet in beleggingsgoud;

— de belasting die verschuldigd of betaald is met betrekking tot aan hen verstrekte diensten bestaande in een wijziging van de vorm, het gewicht of de zuiverheid van het goud.

Belastingplichtigen die beleggingsgoud produceren of goud in beleggingsgoud omzetten, hebben eveneens een recht op aftrek van de belasting die verschuldigd of betaald is op hun aankopen, intracommunautaire verwervingen of invoeren van goederen of diensten die met de productie of de omzetting van dat goud verband houden, alsof de latere levering van dat goud belast was.

Dispositions particulières applicables au négoce de l'or d'investissement

La directive impose par ailleurs aux négociants en or d'investissement de tenir une comptabilité de toutes leurs opérations importantes et de conserver les documents permettant d'identifier les clients bénéficiaires de ces opérations importantes. Les informations visées en l'espèce doivent être conservées pendant une période d'au moins cinq ans. Les Etats membres peuvent également arrêter des obligations plus strictes ou concevoir des exigences comptables spéciales, qui soient entre autres de nature à susciter la tenue de registres particuliers.

Afin de lutter, s'il y échet, contre la fraude et l'évasion fiscales, la directive a en outre prévu un mécanisme de « Reverse Charge », dont le propre est de désigner l'acheteur comme redevable de la taxe s'il est lui-même un assujetti tenu au dépôt de déclarations périodiques à la T.V.A.. Ce régime de « Reverse Charge » ne peut, en substance, être invoqué que pour :

— les livraisons d'or sous la forme de matière première ou de produit semi-ouvré, d'une pureté égale ou supérieure à 325 millièmes;

— les livraisons d'or d'investissement effectuées par un assujetti qui a opté, dans le respect du régime spécifique, pour la taxation de ces opérations.

La directive autorise enfin l'application d'un régime dérogatoire pour le commerce d'or d'investissement pratiqué sur le marché de l'or réglementé. Ce régime dérogatoire accorde aux assujettis qui interviennent sur ce marché, de ne pas appliquer l'exonération spécifique aux livraisons d'or d'investissement qu'ils effectuent. Lorsque tel est le cas, ces livraisons d'or d'investissement rendent en principe la taxe exigible. Ce principe peut cependant être tempéré d'une suspension de la taxe à percevoir, ainsi que d'une dispense des exigences comptables. Ce régime dérogatoire répond toutefois à une demande exprimée, en particulier, par le Royaume-Uni, soucieux de protéger la place boursière de Londres. Ce même régime dérogatoire ne revêt donc pas un intérêt immédiat pour la Belgique.

Position belge

A l'instar de la solution que certains Etats membres - la France, entre autres, et les Pays-Bas - ont adoptée en ces matières, il apparaît en revanche opportun pour la Belgique :

— d'écarter de la définition de l'or d'investissement, les petites barres ou plaquettes d'un poids égal ou inférieur à un gramme;

— de transposer, obligatoires ou facultative, l'ensemble des options en faveur de la taxation des opérations relatives aux mouvements de l'or d'investissement;

— de déterminer les modalités d'exercice de ces options dans une circulaire administrative, dont la teneur sera dûment notifiée à la Commission européenne.

S'agissant des obligations comptables et administratives que la directive impose aux négociants en or d'investissement, le Code belge de la T.V.A. et les arrêtés pris pour son exécution prescrivent déjà aux assujettis détenteurs, ne serait-ce que pour partie, du droit à la déduction des taxes en amont :

— de déposer une déclaration lors du commencement, du changement ou de la cessation de leur activité (Code de la T.V.A., article 53, alinéa 1^{er}, 1°);

— de délivrer une facture ou un document en tenant lieu pour les livraisons de biens et les prestations de services qu'ils effectuent (Code de la T.V.A., article 53, alinéa 1^{er}, 2°);

— de remettre périodiquement une déclaration contenant le montant des déductions à opérer (Code de la T.V.A., article 53, alinéa 1^{er}, 3°);

— de tenir, conserver et présenter les livres et documents nécessaires au contrôle de l'exacte perception de la taxe (Code de la T.V.A., article 54, alinéa 1^{er}, article 60 et article 61). L'obligation de conserver s'applique pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture, s'il s'agit de livres, ou leur date, s'il s'agit d'autres documents (Code de la T.V.A. article 60, § 1^{er}, alinéa 1^{er}).

Bijzondere bepalingen van toepassing op de handel in beleggingsgoud

De richtlijn verplicht overigens de handelaars in beleggingsgoud een boekhouding te voeren van alle belangrijke handelingen en de stukken te bewaren aan de hand waarvan de identiteit kan worden vastgesteld van hun cliënten die genieten van deze belangrijke handelingen. De terzake bedoelde informatie dient gedurende ten minste vijf jaar te worden bewaard. De lidstaten kunnen eveneens strengere verplichtingen vaststellen of speciale boekhoudingsvereisten uitdenken, die onder andere aanleiding kunnen geven tot het houden van bijzondere registers.

Teneinde, in voorkomend geval, de belastingontduiking en de belastingontwijking te bestrijden, wordt in de richtlijn bovendien voorzien in een verleggingsregeling waarvan de eigenschap erin bestaat de koper aan te duiden als schuldenaar van de belasting indien hijzelf een belastingplichtige is gehouden tot het indienen van periodieke BTW-aangiften. Die verleggingsregeling kan in hoofdzaak slechts worden ingeroepen voor :

— de leveringen van goud of halffabrikaten met een zuiverheid van ten minste 325 duizendsten;

— de leveringen van beleggingsgoud verricht door een belastingplichtige die, met naleving van de bijzondere regeling voor beleggingsgoud, heeft geopteerd voor de belastingheffing van die handelingen.

Tenslotte staat de richtlijn de toepassing toe van een afwijkende regeling voor de handel in beleggingsgoud verricht op de gereglementeerde goudmarkt. Die afwijkende regeling staat aan de belastingplichtigen die tussenkomen op die markt toe, de specifieke vrijstelling niet toe te passen op de leveringen van beleggingsgoud die door hen worden verricht. Indien dit het geval is, is over die leveringen van beleggingsgoud in principe de belasting verschuldigd. Dit principe kan niettemin worden gematigd door een opschorting van de in te vorderen belasting alsook door een ontheffing van de boekhoudingsvereisten. Die afwijkende regeling beantwoordt niettemin aan een in het bijzonder door het Verenigd Koninkrijk uitgedrukt verzoek uit bezorgdheid de Beurs van Londen te beschermen. Diezelfde afwijkende regeling heeft dus geen onmiddellijk belang voor België.

Belgisch standpunt

Naar het voorbeeld van door bepaalde lidstaten waaronder Frankrijk en Nederland, terzake aangenomen oplossing, lijkt het daarentegen voor België aangewezen om :

— de kleine staven of plaatjes met een gewicht van ten hoogste 1 gram uit te sluiten van de definitie van beleggingsgoud;

— het geheel van de verplichte of facultatieve opties voor de belastingheffing van de handelingen met betrekking tot de bewegingen van beleggingsgoud om te zetten;

— de toepassingsmodaliteiten van die opties te bepalen in een administratieve aanschrijving waarvan de inhoud naar behoren zal worden meegedeeld aan de Europese Commissie.

Daar het om boekhoudverplichtingen en administratieve verplichtingen gaat, welke door de richtlijn aan de handelaars in beleggingsgoud worden opgelegd, wordt in het Belgisch Wetboek van de BTW en in de ter uitvoering ervan genomen besluiten, reeds bepaald dat de belastingplichtigen met een, zij het gedeeltelijk, recht op aftrek van de voorbelasting gehouden zijn :

— een aangifte in te dienen bij de aanvang, de wijziging of de stopzetting van hun werkzaamheid (Wetboek van de BTW, artikel 53, eerste lid, 1°);

— een factuur of een als zodanig geldend stuk uit te reiken voor de door hen verrichte leveringen van goederen en voor de door hen verstrekte diensten (Wetboek van de BTW, artikel 53, eerste lid, 2°);

— periodiek aangifte te doen van het bedrag van de te verrichten aftrek (Wetboek van de BTW, artikel 53, eerste lid, 3°);

— de boeken en stukken nodig om de juiste heffing van de belasting te controleren, te houden, te bewaren en voor te leggen (Wetboek van de BTW, artikel 54, eerste lid, artikel 60 en artikel 61). De verplichting tot het bewaren is van toepassing gedurende tien jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar volgend op hun sluiting wat boeken betreft, of op hun datum wat andere stukken betreft (Wetboek van de BTW, artikel 60, § 1, eerste lid).

Si elles ont devancé les préoccupations de la directive, les obligations qui viennent d'être rappelées, ne souffrent pas moins d'une lacune. Dans le souci d'étendre l'obligation de délivrer facture aux livraisons d'or d'investissement que des personnes physiques acquièrent pour leur usage privé, il conviendrait en effet d'ajouter à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (*Moniteur belge* du 31 décembre 1992, quatrième édition), un 13° stipulant que la dispense de délivrer facture n'est pas applicable, en l'espèce, lorsque la livraison d'or d'investissement excède un montant de 100 000 BEF.

Le mécanisme de « Reverse Charge » que prévoit la directive, reproduit par ailleurs le régime de report de perception dont l'article 20, de l'arrêté royal n° 1, précité, fait aujourd'hui usage dans le secteur immobilier. L'objectif de la directive pourrait dès lors être atteint, sur ce point, par l'insertion d'un article 20bis dans cet arrêté royal n° 1.

L'exemption spécifique que stipule la directive, produit enfin cet effet de rendre caduc le taux réduit de 1 p.c. que l'article 1^{er} bis de l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (*Moniteur belge* du 31 juillet 1970) prévoit en faveur de l'or normalement affecté à des fins de placement. Abroger cet article 1^{er} bis ne devrait pas provoquer, en termes de budget, une différence sensible. La T.V.A. est aujourd'hui perçue au taux de 1 p.c. sur les opérations relatives à l'or de placement, avec exercice intégral du droit à la déduction des taxes en amont. Les livraisons d'or d'investissement seront demain exemptées, sous le couvert d'un droit spécifique et restrictif à la déduction des taxes en amont.

Trois arrêtés royaux s'avèrent, en définitive, indispensables à la concrétisation de ces mesures :

— un arrêté royal, pris sur la base de l'article 105 du Code de la T.V.A., pour adapter, en premier, ce Code aux dispositions de la directive;

— un arrêté royal destiné à compléter, selon la procédure ordinaire, l'arrêté royal n° 1, déjà cité;

— un arrêté royal, pris en exécution de l'article 37 du Code de la T.V.A., pour élarguer, dans le sens évoqué, l'arrêté royal tarifaire n° 20.

Premier et troisième arrêtés royaux

Les premier et troisième arrêtés royaux font chacun l'objet d'un rapport spécifique.

Deuxième arrêté royal

Le deuxième arrêté royal modifie, à compter du 1^{er} janvier 2000, l'arrêté royal T.V.A. n° 1, pour y insérer :

— un article 1^{er}, § 2, alinéa 2, 13°, nouveau, destiné à étendre l'obligation de délivrer facture aux personnes physiques qui acquièrent, pour leur usage privé, de l'or d'investissement dont la livraison excède un montant de 100 000 BEF;

— un article 20bis organisant, sur le modèle du régime de report de perception en vigueur dans le secteur immobilier, le mécanisme de « Reverse Charge » stipulé par la directive.

Pris respectivement en exécution de l'article 105, alinéa 1^{er}, et de l'article 37, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., le premier et le troisième de ces arrêtés royaux ont, seuls, requis, le 16 décembre 1999, la délibération du Conseil des Ministres.

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 23 décembre 1999, sur les trois projets, dans le délai fixé par l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur ce Haut Collège. Il a été tenu compte de cet avis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Ook al zijn de hiervoor in herinnering gebrachte verplichtingen vooruitgelopen op de bekommernissen van de richtlijn, vertonen zij niettemin een gebrek. Uit bezorgdheid de verplichting tot het uitreiken van een factuur uit te breiden tot de leveringen van beleggingsgoud verworven door natuurlijke personen voor hun privé-gebruik, zou het inderdaad aangewezen zijn een 13° toe te voegen aan artikel 1, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, vierde uitgave) waarin wordt bepaald dat de ontheffing tot uitreiking van een factuur in casu niet van toepassing is wanneer de levering van beleggingsgoud een bedrag van 100 000 BEF overtreft.

De verleggingsregeling voorzien in de richtlijn, reproduceert overigens de regeling van de verlegging van de heffing waarvan artikel 20 van het voornoemd koninklijk besluit nr. 1 thans gebruik maakt in de onroerende sector. De doelstelling van de richtlijn zou bijgevolg op dat punt kunnen worden bereikt door het invoegen van een artikel 20bis in het koninklijk besluit nr. 1.

De bijzondere vrijstelling bepaald in de richtlijn heeft tenslotte tot gevolg dat het verlaagd tarief van 1 pct. dat artikel 1bis van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970) voorziet voor goud dat normaal als beleggingsobject wordt gebruikt, achterhaald is. Het opheffen van dit artikel 1bis zou op budgettair vlak geen aanzienlijk verschil tot gevolg hebben. De BTW wordt thans geheven tegen het tarief van 1 pct. op de handelingen met betrekking tot goud dat als beleggingsobject wordt gebruikt, met volledige uitoefening van het recht of aftrek van de voorbelasting. De leveringen van beleggingsgoud zullen voortaan worden vrijgesteld met een bijzonder en beperkt recht op aftrek van de voorbelasting.

Drie koninklijke besluiten blijken tenslotte noodzakelijk voor het verwezenlijken van die maatregelen :

— een koninklijk besluit genomen op grond van artikel 105 van het Wetboek van de BTW teneinde in de eerste plaats dit Wetboek aan te passen aan de bepalingen van de richtlijn;

— een koninklijk besluit bestemd om volgens de normale procedure het reeds vermeld koninklijk besluit nr. 1 te vervullen;

— een koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 37 van het Wetboek van de BTW teneinde een bepaling in het koninklijk besluit nr. 20 inzake tarieven in de vermelde zin weg te laten.

Eerste en derde koninklijke besluiten

De eerste en derde koninklijke besluiten maken elk het voorwerp uit van een specifiek verslag.

Tweede koninklijk besluit

Het tweede koninklijk besluit wijzigt vanaf 1 januari 2000 het koninklijk besluit nr. 1 inzake BTW, teneinde er in te voegen :

— artikel 1, § 2, tweede lid, 13°, nieuw, bedoeld om de verplichting tot het uitreiken van een factuur uit te breiden tot natuurlijke personen die voor hun privé-gebruik beleggingsgoud verwerven waarvan de levering een bedrag van 100 000 BEF overtreft;

— artikel 20bis dat, naar het model van de regeling van de verlegging van de heffing van kracht in de onroerende sector, een verleggingsregeling zoals bepaald in de richtlijn, regelt.

Respectievelijk genomen in uitvoering van artikel 105, eerste lid en artikel 37, § 1, van het Wetboek van de BTW, hebben enkel het eerste en het derde van die koninklijke besluiten het overleg in de Ministerraad van 16 december 1999, vereist.

Het advies van de Raad van State van 23 december 1999, werd voor de drie ontwerpen gegeven binnen de termijn bepaald door artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op dit Hoog Rechtscollege. Er werd met dit advies rekening gehouden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 17 décembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée", a donné le 23 décembre 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en des termes quasi identiques.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans le préambule est la suivante :

« Vu l'urgence motivée par le fait :

— que la directive 98/80/CE est entrée en vigueur le 17 octobre 1998;

— que l'article 3, point 1, alinéa 1^{er}, de cette directive oblige les Etats membres à se conformer à la directive pour le 1^{er} janvier 2000, au plus tard;

— qu'il est, en d'autres termes, impératif que la réglementation belge soit dûment adaptée à cette date;

— que les dispositions du présent arrêté, dont tel est précisément l'objet, requièrent par conséquent d'entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2000;

— que cet arrêté doit dès lors être pris d'urgence; ».

Suivant à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

1. Les alinéas 7 et 8 du préambule seront complétés par la date de l'avis de l'inspecteur des Finances et de l'accord du ministre du Budget, soit respectivement les 14 et 16 décembre 1999.

2. A l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, 13°, en projet, les mots : "l'or alloué ou non alloué" et "forward" appellent la même observation que celle formulée dans l'avis n° L. 29.741/2, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, premier président;

Y. Kreins, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

Mme J. Gielissen, greffier assumé.

M. G. Piquet, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur, chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier, Le premier président,

J. Gielissen. J.-J. Stryckmans.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 december 1999 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde", heeft op 23 december 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling is in de brief en in de aanhef in nagenoeg dezelfde bewoordingen gesteld.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef als volgt :

« Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit :

— dat de richtlijn 98/80/EG in werking is getreden op 17 oktober 1998;

— dat artikel 3, 1, eerste lid, van die richtlijn de lidstaten ertoe verplicht ten laatste op 1 januari 2000 aan deze richtlijn te voldoen;

— dat het met andere woorden absoluut noodzakelijk is dat de Belgische reglementering naar behoren op die datum wordt aangepast;

— dat de bepalingen van onderhavig besluit, dat juist dit als voorwerp heeft, bijgevolg vereisen om op 1 januari 2000 van kracht te gaan;

— dat dit besluit dus dringend moet genomen worden; ».

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich bepaald tot het maken van de volgende opmerkingen.

1. Het zevende en achtste lid van de aanhef moeten worden aangevuld met de datum van het advies van de inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de minister van Begroting, te weten respectievelijk 14 en 16 december 1999.

2. In het ontworpen artikel 1, § 2, tweede lid, 13°, behoort bij de woorden "toegewezen of niet-toegewezen goud" en "termijncontracten" dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt in advies nr. L. 29.741/2, dat heden is uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter;

Y. Kreins, P. Quertainmont, staatsraden;

Mevr. J. Gielissen, toegevoegd griffier.

De heer G. Piquet, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De griffier, De eerste voorzitter,

J. Gielissen. J.-J. Stryckmans.

30 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 93;

Vu la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme, notamment l'article 22, remplacé par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 et modifié par la directive 92/111/CEE du 14 décembre 1992 et par la directive 95/7/CE du 10 avril 1995, l'article 23, l'article 28, paragraphe 3, b, et l'article 28nonies, inséré par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 et modifié par la directive 92/111/CEE du 14 décembre 1992 et par la directive 95/7/CE du 10 avril 1995;

Vu la dix-huitième directive 89/465/CEE du Conseil, du 18 juillet 1989, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Suppression de certaines dérogations prévues à l'article 28, paragraphe 3, de la sixième directive 77/388/CEE, notamment l'article 3;

Vu la directive 98/80/CE du Conseil, du 12 octobre 1998, complétant le système de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant la directive 77/388/CEE - Régime particulier applicable à l'or d'investissement;

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 51, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1992 et par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, l'article 53, remplacé par la loi du 28 décembre 1992, l'article 53octies, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et l'article 54, remplacé par la loi du 28 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, émis le 14 décembre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 1999;

Vu l'urgence motivée par le fait :

— que la directive 98/80/CE est entrée en vigueur le 17 octobre 1998;

— que l'article 3, point 1, alinéa 1^{er}, de cette directive oblige les Etats membres à se conformer à la directive pour le 1^{er} janvier 2000, au plus tard;

— qu'il est, en d'autres termes, impératif que la réglementation belge soit dûment adaptée à cette date;

— que les dispositions du présent arrêté, dont tel est précisément l'objet, requièrent par conséquent d'entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2000;

— que cet arrêté doit dès lors être pris d'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu le 23 décembre 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° à la fin du 12°, le point est remplacé par un point-virgule;

30 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 93;

Gelet op de Zesde richtlijn 77/388/EEG van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting - Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde : uniforme grondslag, inzonderheid op artikel 22, vervangen bij de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 en gewijzigd bij de richtlijn 92/111/EEG van 14 december 1992 en bij de richtlijn 95/7/EG van 10 april 1995, op artikel 23, op artikel 28, lid 3, b, en op artikel 28nonies, ingevoegd bij de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 en gewijzigd bij de richtlijn 92/111/EEG van 14 december 1992 en bij de richtlijn 95/7/EG van 10 april 1995;

Gelet op de Achttiende richtlijn 89/465/EEG van de Raad van 18 juli 1989 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting - intrekking van een aantal afwijkingen bedoeld in artikel 28, lid 3, van de Zesde Richtlijn 77/388/EEG, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de richtlijn 98/80/EG van de Raad van 12 oktober 1998 tot aanvulling van het gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde en tot wijziging van Richtlijn 77/388/EEG - bijzondere regeling voor beleggingsgoud;

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 51, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1992 en bij het koninklijk besluit van 22 december 1995, op artikel 53, vervangen bij de wet van 28 december 1992, op artikel 53octies, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en op artikel 54, vervangen bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 1, § 2, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën uitgebracht op 14 december 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 16 december 1999;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit :

— dat de richtlijn 98/80/EG in werking is getreden op 17 oktober 1998;

— dat artikel 3, 1, eerste lid, van die richtlijn de lidstaten ertoe verplicht ten laatste op 1 januari 2000 aan deze richtlijn te voldoen;

— dat het met andere woorden absoluut noodzakelijk is dat de Belgische reglementering naar behoren op die datum wordt aangepast;

— dat de bepalingen van onderhavig besluit, dat juist dit als voorwerp heeft, bijgevolg vereisen om op 1 januari 2000 van kracht te gaan;

— dat dit besluit dus dringend moet genomen worden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 december 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° op het einde van 12°, wordt het punt vervangen door een puntkomma;

2° la disposition est complétée par un 13°, rédigé comme suit :

« 13° les livraisons, d'un montant supérieur à 100 000 BEF, d'or d'investissement défini à l'article 1^{er}, § 8, du Code, en ce compris l'or d'investissement représenté par des certificats pour l'or alloué ou non alloué, ou négocié sur des comptes-or et y compris, notamment, les prêts et les swaps sur l'or qui comportent un droit de propriété ou de créance sur l'or d'investissement, ainsi que les opérations sur l'or d'investissement consistant en des contrats « futurs » ou des contrats « forward » donnant lieu à une transmission du droit de propriété ou de créance sur l'or d'investissement. ».

Art. 2. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 20bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 51, § 1^{er}, 1°, du Code, le cocontractant de l'assujetti qui effectue une livraison visée au § 2, ci-après, doit acquitter la taxe due en raison de cette livraison lorsqu'il est lui-même un assujetti tenu au dépôt d'une déclaration visée à l'article 53, alinéa 1^{er}, 3°, du Code. Il acquitte la taxe de la manière prévue au § 4, ci-après.

§ 2. Sont visées au présent article :

1° les livraisons d'or sous la forme de matière première ou de produits semi-ouvrés d'une pureté égale ou supérieure à 325 millièmes;

2° les livraisons d'or d'investissement visées à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, 13°, du présent arrêté, effectuées par un assujetti qui, conformément à l'article 44bis, § 1^{er}, alinéas 2 ou 3, du Code, a opté pour la taxation de ces livraisons.

§ 3. L'assujetti qui effectue des opérations visées au § 2, ci-avant, ne reprend pas sur les factures qu'il délivre pour ces opérations, le taux et le montant de la taxe due, mais porte la mention « Taxe à acquitter par le cocontractant, arrêté royal n° 1, art. 20bis. ».

§ 4. Le cocontractant visé au § 1^{er}, ci-avant, doit reprendre la taxe due en raison des opérations énumérées au § 2, dans la déclaration relative à la période au cours de laquelle la taxe est due. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 30 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969;

Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 1ère édition;

Arrêté royal du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4ème édition;

Arrêté royal du 22 décembre 1995, *Moniteur belge* du 30 décembre 1995;

Arrêté royal du 25 février 1996, *Moniteur belge* du 5 mars 1996;

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973;

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989;

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996.

2° de bepaling wordt aangevuld met een 13°, luidend :

« 13° leveringen van beleggingsgoud, gedefinieerd in artikel 1, § 8, van het Wetboek, waarvan het bedrag meer dan 100 000 BEF bedraagt, waaronder beleggingsgoud dat belichaamd is in certificaten voor toegewezen of niet-toegewezen goud of dat verhandeld wordt op goudrekeningen, en waaronder, in het bijzonder, goudleningen en swaps, die een eigendoms- of vorderingsrecht op beleggingsgoud belichamen, evenals voor handelingen betreffende beleggingsgoud bestaande in future- en termijncontracten die leiden tot de overdracht van een eigendoms- of vorderingsrecht met betrekking tot beleggingsgoud. ».

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidend :

« Artikel 20bis. § 1. In afwijking van artikel 51, § 1, 1°, van het Wetboek moet de medecontractant van de belastingplichtige die een in § 2 hierna beoogde levering verricht, de verschuldigde belasting over die levering voldoen, indien hij zelf een belastingplichtige is gehouden tot het indienen van een in artikel 53, eerste lid, 3°, van het Wetboek bedoelde aangifte. Hij moet deze belasting voldoen op de in § 4 hierna voorgeschreven wijze.

§ 2. Worden beoogd in dit artikel :

1° de leveringen van goud of halfabrikaten met een zuiverheid van ten minste 325 duizendsten;

2° de leveringen van beleggingsgoud bedoeld in artikel 1, § 2, tweede lid, 13°, van dit besluit, verricht door een belastingplichtige die overeenkomstig artikel 44bis, § 1, tweede of derde lid, van het Wetboek, heeft geopteerd voor de belastingheffing van die leveringen.

§ 3. De belastingplichtige die handelingen verricht bedoeld in § 2 hiervoor, vermeldt op de facturen die hij voor die handelingen uitreikt, noch het tarief, noch het bedrag van de verschuldigde belasting, maar brengt er de vermelding op aan « Belasting te voldoen door de medecontractant, koninklijk besluit nr. 1, art. 20bis ».

§ 4. De in § 1 hiervoor bedoelde medecontractant moet de ter zake van zijn in § 2 opgesomde handelingen verschuldigde belasting, opnemen in de aangifte met betrekking tot het tijdvak waarin de belasting wordt verschuldigd. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 30 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969;

Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 1ste editie;

Koninklijk besluit van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4de editie;

Koninklijk besluit van 22 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1995;

Koninklijk besluit van 25 februari 1996, *Belgisch Staatsblad* van 5 maart 1996;

Gecoördineerde wetten op de Raad van State, koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973;

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989;

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996.